

« On doit se rappeler que l'histoire est tragique »

Propos recueillis par Laurent Couderc.
Photo : D.R.

Où va l'Europe ? Comment remédier à ces maux économiques, politiques qui aujourd'hui menacent fortement le projet européen ? Pour trouver des éléments de réponse à ces questions pressantes, *Regard* s'est entretenu mi-mai avec Thierry de Montbrial, président-fondateur de l'Institut français des relations internationales (IFRI), et membre d'honneur de l'Académie roumaine.



Regard : La Roumanie a récemment inauguré un bouclier antimissile financé par les États-Unis à hauteur de 800 millions de dollars, et le même type d'infrastructure a démarré en Pologne. La désapprobation de ce bouclier de la part de Moscou est-elle quelque part légitime ?

Thierry de Montbrial : Je n'emploierais pas le mot de légitimité, je ne pense pas que cela soit le terme le plus exact. Ceci dit, y a-t-il aujourd'hui une menace de la Russie post-soviétique contre l'Europe et en particulier contre la Roumanie qui justifie des investissements de cette ampleur ? Personnellement, j'ai quelques doutes. L'URSS était déjà un colosse aux pieds d'argile, et on s'est aperçu après la chute de l'Union soviétique que sa puissance militaire était considérablement inférieure à ce que l'on croyait. La Russie d'aujourd'hui est certes un immense pays en termes géographiques, avec une grande histoire et une vraie politique étrangère, mais je ne pense pas qu'il y ait une menace majeure de la Russie

sur l'Europe. Les menaces principales ne viennent pas de l'est du continent. Des investissements de cette nature et de cette ampleur me paraissent contreproductifs sur le plan stratégique. Si l'on essaie de se mettre à la place des Russes, ce qui ne veut pas dire qu'on les approuve, on peut comprendre qu'ils perçoivent la posture de l'OTAN comme agressive.

Les chiffres de croissance des pays d'Europe de l'Est surpassent nettement ceux des pays de l'Ouest de l'Europe. La Roumanie, par exemple, connu un taux de croissance de près de 4% en 2015. Il s'agit de pays toujours en développement, proposant des opportunités d'affaires désormais rares à l'Ouest. Le potentiel de relance économique de l'UE n'est-il pas en partie ou en grande partie à l'Est, au-delà des délocalisations ?

Tout d'abord, quand il s'agit de l'Europe, je ne suis pas sûr que l'on puisse raisonner sur le rapport Est-Ouest. Je veux dire par là que la différence entre un pays comme la République tchèque, par exemple, et la Roumanie est significative. Bien que les pays de l'Est aient tous été sous l'emprise soviétique, ce sont désormais des pays bien différenciés. Concernant la Roumanie, je partage votre opinion. Je la connais un peu, j'y viens deux à trois fois par an depuis vingt-cinq ans. Je suis d'ailleurs membre de l'Académie roumaine, où j'ai participé au début du mois d'avril au 150ème anniversaire. C'est un pays pour lequel je ressens un véritable attachement. Et je crois que les Européens, les Français en particulier, devraient s'y intéresser beaucoup plus. La France devrait être plus active en Roumanie, au-delà des nombreux grands groupes français qui y sont implantés depuis des années. L'Europe du Sud-est dans son ensemble devrait effectivement être davantage prise en compte dans les politiques européennes.

Il y a un pays voisin à cette Europe du Sud-est dont le poids économique et politique est crucial pour la stabilité de toute la région, c'est la Turquie. Que va-t-il se passer en Turquie et avec la Turquie ?

La Turquie est en train de vivre une nouvelle expérience historique d'ampleur comparable à celle de Mustafa Kemal Atatürk, après la Première Guerre mondiale. D'ailleurs, pour comprendre l'Europe du Sud-est au sens large, il

Permettre au plus grand nombre d'accéder à l'énergie

Le gaz sera l'énergie du XXI^e siècle. Sa demande devrait progresser de 2,5% par an dans les 10 ans à venir et il occupera la deuxième place du mix énergétique en 2030.

Total, déjà l'un des premiers producteurs mondiaux de gaz naturel liquéfié (GNL), consolide ses positions via une politique de partenariats stratégiques.

www.total.com

faut remonter à cette époque, et se rappeler qu'après le premier conflit mondial, la Turquie a failli disparaître complètement de la carte. C'est le général Mustafa Kemal qui a réussi à sauver l'honneur et l'existence de la Turquie, en adoptant le principe occidental. Je dirais même le principe français de laïcité, difficilement compréhensibles en dehors de la France... et de la Belgique. Jusqu'à l'avènement de l'AKP, le parti actuellement au pouvoir, le développement du pays a été porté par cette conception occidentale de laïcité, avec aussi l'intention d'adhérer un jour à l'Union européenne. On oublie souvent que la candidature de la Turquie à l'Union européenne a été reconnue comme légitime par les membres de ce qui était alors la Communauté européenne avec le traité d'Ankara de 1963.

Mais les choses ont bien changé depuis l'ouverture des négociations d'adhésion en 2004. Les relations avec la Russie se sont considérablement tendues, il y a eu la crise économique de 2008-2009, la crise de l'euro en 2010, le très mal nommé Printemps arabe en 2011, la guerre en Syrie. Tout le contexte s'est modifié. Pendant ce temps, le gouvernement Erdogan durcissait ses positions en s'affirmant de plus en plus comme musulman, et en prenant donc ses distances vis-à-vis du modèle d'Atatürk. De sorte qu'aujourd'hui, on se retrouve dans une situation complètement différente, avec un retour aux origines de la Turquie emprunt de nationalisme et de populisme, et un éloignement de fait de l'Union européenne. La situation est devenue très complexe car la coopération entre l'UE et Ankara est nécessaire notamment afin de résoudre la problématique des réfugiés.

Vous avez souvent dit qu'il fallait penser à réparer plutôt qu'à toujours critiquer une Union européenne qui a permis la paix pendant plus de soixante ans sur le continent. Quel est votre scénario, vos prévisions pour

cette Union sur les dix prochaines années ?

Dix ans, c'est très court historiquement et c'est très long politiquement. Comme disait Harold Wilson, ancien Premier ministre britannique, « a week is a long term in politics ». Mais parler de dix ans fait sens concernant l'Union européenne, qui est aujourd'hui menacée dans son existence. Tout d'abord, je dirais que nous avons élargi trop vite.

« Réparer, cela veut dire quoi ? Cela veut dire, par exemple, réparer le système de l'euro, le réviser à froid, voir si certains pays sont prêts à assumer les conséquences de leur choix »

Même concernant la Roumanie et la Bulgarie ?

Bien sûr, et je n'hésite pas à le dire malgré toute l'affection que j'ai pour la Roumanie. Je pense que nous avons été en marche forcée. Ceci étant, dans le contexte de l'époque, il fallait choisir entre deux maux : ou bien on élargissait vite sans être trop regardant sur les conditions, ou bien on laissait plusieurs pays de l'Est face à un avenir incertain. Et l'on voit aujourd'hui qu'avec la montée des populismes, la première option d'élargir l'Union a toutefois été la meilleure. Nous n'avions pas prévu l'effondrement de l'Union soviétique, il a fallu s'ajuster. Après, il y a eu trop d'optimisme, notamment avec l'euro, ce qui ne concerne pas la Roumanie mais par exemple un pays comme la Grèce. Et avec Schengen, on a ensuite pris des risques énormes, nous n'étions absolument pas préparés à gérer une frontière extérieure commune, le système Frontex est faible. On a été pris complètement de court et en manque de préparation avec l'afflux

des réfugiés. Face à une telle situation, ou bien on désespère de l'Union européenne et en quelques années tout s'effondre, le risque est réel, ce serait le plus dramatique. Ou alors, on répare.

Réparer, cela veut dire quoi ? Cela veut dire, par exemple, réparer le système de l'euro, le réviser à froid, voir si certains pays sont prêts à assumer les conséquences de leur choix. Même chose pour le système Schengen. Sans abandonner l'idéal de la libre circulation au sein de l'UE, il faut des ajustements, sans jeter le bébé avec l'eau du bain. Surtout, il faudrait arrêter de parler négativement de l'Europe, parce qu'à force de tenir des discours contre Bruxelles, on contribue à développer des sentiments hostiles dans les populations et on nourrit le populisme. Si la construction européenne venait à s'écrouler, dans vingt ou trente ans il pourrait y avoir un retour de guerres en Europe, d'un type de catastrophes que l'on croyait bannies. Avant la crise de 2008-2009, le grand économiste américain et prix Nobel Lucas avait déclaré que les économistes avaient acquis un savoir suffisant pour rendre impossible le retour à de grandes crises comme celle des années 30. Il se trompait. On doit se rappeler que l'histoire est tragique. Pour éviter le retour des grands drames, il faut savoir qu'ils peuvent se produire. C'est pour cela que l'on doit sauver l'Europe en corrigeant les erreurs commises.

Par quels moyens, avec quels outils ?

D'abord, par la lucidité. La première chose, c'est le diagnostic. Sans bon diagnostic, il n'y a pas de bonne thérapie. Déjà, il y a certains maux dans beaucoup de pays européens bien identifiés auxquels il faut remédier, par exemple la corruption. Une bonne gouvernance dans un pays ou au sein d'un espace plus vaste passe par la lutte contre la corruption. En Europe du Sud-est, je pense à la République

de Moldavie, qui n'est certes pas membre de l'Union européenne, mais où un milliard de dollars a disparu des banques moldaves sans que l'on sache où cette somme est passée. Il s'agit d'un cas extrême, mais aucune gouvernance n'est possible avec des situations de ce genre qui sont totalement intolérables. Il faut donc commencer par faire un diagnostic et ne pas hésiter à nommer les problèmes. Concernant les réfugiés, il ne s'agit pas d'être radical, ce n'est pas tout ou rien, on peut réfléchir à des solutions intermédiaires.

À la fin de l'année 2016, on s'apercevra que l'Allemagne a probablement accueilli environ un million de réfugiés. C'est phénoménal, mais je ne crois pas me tromper en disant que la population allemande, aussi tolérante soit-elle, n'acceptera pas un deuxième million. Ou bien ce seront les partis populistes qui l'emportent.

La première chose à faire est donc de sortir des discussions passionnelles qui ne mènent à rien, et d'essayer de faire d'abord un bon diagnostic. Je pense par ailleurs que les personnalités publiques, pas seulement politiques, devraient elles aussi s'impliquer davantage. Personnellement, je n'exerce aucune responsabilité politique, mais à chaque fois que je m'exprime publiquement, je me sens investi d'une certaine responsabilité. Et mon opinion est que le maintien, la consolidation de l'Union européenne est notre bien le plus précieux. Je dirais que c'est le seul grand acquis objectif de l'Europe dans la seconde moitié du 20ème siècle. Face à des situations extrêmement difficiles, il y a toujours un prix à payer, parfois il faut amputer un membre, procéder à des opérations désagréables. Certaines maladies ne pas-ont pas toutes seules.

La Bulgarie et la Roumanie ne subissent pas aujourd'hui de pressions populistes, comment l'expliquez-vous ?

C'est une bonne remarque que je me suis faite moi-même. Paradoxalement, peut-être est-ce dû au fait que tout en étant membres de l'Union européenne, ces deux pays sont un peu marginaux. C'est une conséquence relativement positive de ce que je disais au début de cet entretien, à savoir que l'un ne s'occupe pas suffisamment d'eux, au-delà des transferts économiques consentis par Bruxelles qui ont été considérables. Quand je viens en Roumanie, quelque part je n'ai pas la sensation d'être dans l'Union européenne, c'est un sentiment un peu étrange, comme si le pays avait un pied dedans et un pied dehors.



CCI FRANÇAISE EN ROUMANIE
20 ANS D'IMPACT !

Les investisseurs français ont été parmi les premiers à avoir fait confiance à la Roumanie. Aujourd'hui, plus de 3500 entreprises à capitaux français sont actives dans le pays dans divers secteurs.

Etes-vous prêt à rejoindre l'une des plus dynamiques communautés d'affaires ?

La CCIFER anime un ensemble de 500 sociétés membres autour de valeurs communes et d'intérêts convergents.

Tél: +40 (0) 21 317 12 84, ccifer.fr/ro
www.ccifer.ro